



Le Québec mobilisé contre la pauvreté

PROFIL STATISTIQUE RÉGIONAL

LA RÉGION

Avril 2011

Québec 

Publication réalisée par la
Direction générale adjointe des politiques et de la prospective

Compilation statistique, analyse et rédaction
Équipes de la Direction des politiques de sécurité du revenu
et de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,
avec la contribution d'Emploi-Québec et du ministère de la Santé et des Services sociaux

Secrétariat
Dany Garneau

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
425, rue Saint-Amable, 4^e étage
Québec (Québec) G1R 4Z1

Téléphone : 418 646-7221
Télécopieur : 418 644-1299

La reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée
à la condition que la source soit mentionnée.

Table des matières

Liste des tableaux	4
Liste des graphiques.....	4
Présentation	5
Chapitre 1 – Contexte général	6
1.1 Démographie	6
1.2 Éducation et formation.....	6
1.3 Revenu personnel disponible	8
1.4 Principaux indicateurs du marché du travail	8
1.5 Clientèles particulières	10
1.6 Structure industrielle.....	13
Chapitre 2 – Indicateurs relatifs à la pauvreté	14
2.1 Faible revenu	14
2.2 Autres indicateurs relatifs à la pauvreté.....	14
2.3 Évolution de la clientèle prestataire des programmes d'assistance sociale	15
2.4 Logement	18
2.5 Profil de santé et de bien-être	19
Références utiles	20
Annexes	21
1.1 Faible revenu selon les régions	21
1.2 Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale.....	22

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 –	Données démographiques.....	6
Tableau 2 –	Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008 7	
Tableau 3 –	Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008.....	7
Tableau 4 –	Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008.....	8
Tableau 5 –	Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007	8
Tableau 6 –	Principaux indicateurs du marché du travail pour Montréal et le Québec	9
Tableau 7 –	Structure industrielle selon l'emploi, 2008	13
Tableau 8 –	Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Montréal et ensemble du Québec, 1997-2007	14
Tableau 9 –	Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec	15
Tableau 10 –	Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009	15
Tableau 11 –	Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009	16
Tableau 12 –	Aide à l'habitation sociale, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Montréal et ensemble du Québec	18
Tableau 13 –	Amélioration de l'habitat, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Montréal et ensemble du Québec, 2003-2009 ¹	18
Tableau 14 –	Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006	18
Tableau 15 –	Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007	21
Tableau 16 –	Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec	24

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 –	Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Montréal, mars 2000 à mars 2009	17
Graphique 2 –	Évolution des taux de prestataires, enfants et adultes, des programmes d'assistance sociale, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009	17
Graphique 3 –	Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009	17
Graphique 4 –	Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage).....	22

Présentation

En vue de l'élaboration du prochain Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a décidé de consulter, à la suite du Rendez-vous national du 15 juin dernier, les acteurs locaux et régionaux concernés dans chacune des régions administratives du Québec. Pour appuyer la tenue de cette consultation dans votre région, nous avons réuni dans le présent recueil des statistiques portant sur les principales caractéristiques socio-économiques ainsi que les principaux indicateurs relatifs à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le document comporte donc deux chapitres. Le premier présente le contexte général de la région sur la base de statistiques touchant successivement la démographie, l'éducation, le revenu, le marché du travail ainsi que la structure industrielle. On y relève aussi des données caractéristiques de certaines clientèles vivant des problématiques particulières tels les jeunes adultes, les personnes immigrantes, les personnes sans domicile fixe. Le deuxième chapitre s'attache plus spécialement aux indicateurs relatifs à la pauvreté, notamment le taux de faible revenu, l'évolution du nombre et du taux de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, ainsi qu'aux données sur le nombre de ménages recevant une aide grâce aux différents programmes administrés par la Société d'habitation du Québec. Enfin, on trouvera en annexe des statistiques destinées à faire voir, d'un coup d'œil, divers aspects de la pauvreté dans toutes les régions du Québec.

Il importe aussi de signaler que ce portrait statistique sommaire ne prétend d'aucune façon à l'exhaustivité. Il a été conçu dans le but de donner accès rapidement et facilement à des renseignements fiables qui pourront être utiles pour alimenter la réflexion et susciter des échanges.

CHAPITRE 1 – CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1 DÉMOGRAPHIE

Montréal comptait 1 877 693 habitants en 2008, soit 24,2 % de la population québécoise. De 1971 à 2001, sa population a diminué de 5,5 % pendant que celle du Québec connaissait une progression de 22,7 %.

Cependant, selon l'Institut de la statistique du Québec¹ (ISQ), la croissance démographique de Montréal de 2006 à 2016 serait de 5,6 %, comparativement à 7,9 % pour l'ensemble du Québec. La région aurait un bilan positif, aussi bien pour l'accroissement naturel que pour le solde migratoire avec l'extérieur du Québec. À plus long terme, selon le scénario de référence de l'ISQ, Montréal compterait 2,1 millions de personnes en 2031.

Une des caractéristiques démographiques de la région est le niveau élevé de l'indice de remplacement de la main-d'œuvre (voir la définition à la note 2 du tableau 1). En effet, en 2007, on dénombre à Montréal 144 personnes de 20-29 ans pour 100 personnes de 55-64 ans. Elle est ainsi au 2^e rang de toutes les régions administratives en ce qui concerne cet indice, devancée uniquement par le Nord-du-Québec. À titre de comparaison, l'indice est de 87,7 dans les régions-ressources et de 94,8 dans les régions centrales. La répartition par âge de la population immigrante, qui montre un profil plus jeune que celui de l'ensemble de la population, ralentirait les effets du vieillissement à Montréal, qui serait ainsi, selon l'ISQ, une des seules régions administratives du Québec à maintenir un indice de remplacement de la main-d'œuvre positif. En 2026, il y aurait encore (non illustré) 115 personnes de 20-29 ans pour 100 personnes de 55-64 ans.

Tableau 1 – Données démographiques

	Montréal	Ensemble du Québec
Population (2008)	1 877 693	7 750 504
Poids démographique	24,2 %	–
Rang sur 17 régions	1	–
Variation 1971-2001	-5,5 %	22,7 %
Variation 2006-2016	5,6 %	7,9 %
Distribution par groupe d'âge (2007)		
0-14	14,8 %	16,0 %
15-29	21,2 %	19,6 %
30-64	48,5 %	50,0 %
65 et +	15,4 %	14,4 %
Espérance de vie (H) 2003-2005	77,6	77,4
Espérance de vie (F) 2003-2005	82,8	82,6
Rapport de dépendance démographique ¹ (2007)	55,2	57,9
Indice de remplacement ² (2007)	144,4	105,7

Source : Statistique Canada; Institut de la statistique du Québec. Compilations MESS.

1. Le rapport de dépendance démographique s'obtient en divisant la somme des 0-19 ans et des 65 ans et plus par les 20-64 ans. Le résultat est ensuite multiplié par 100.
2. L'indice de remplacement correspond au rapport des 20-29 ans sur les 55-64 ans, multiplié par 100. Cet indice mesure le renouvellement des personnes qui approchent de l'âge de la retraite (55-64 ans) par celles qui intègrent le marché du travail (20-29 ans). Ainsi, un indice de remplacement de 100 signifie que chaque personne qui s'apprête à quitter le marché du travail est remplacée par une personne plus jeune.

Note : Pour le rapport de dépendance démographique comme pour l'indice de remplacement, les données de 2007 sont des données provisoires.

1.2 ÉDUCATION ET FORMATION

À l'instar de l'ensemble de la population du Québec, celle de Montréal est de plus en plus scolarisée. Entre 1998 et 2008, on constate que la proportion de titulaires d'un diplôme d'études postsecondaires ou universitaires a progressé, tandis que celle des personnes sans aucun diplôme a diminué. Ce sont les diplômés et diplômées universitaires qui ont vu leur poids relatif augmenter le plus dans la région au cours de cette période (8,5 points de pourcentage contre 4,2 pour l'ensemble du Québec).

1. Institut de la statistique du Québec, *Perspectives démographiques du Québec et des régions 2006-2056*, Édition 2009.

Par ailleurs, on remarque que la proportion des titulaires d'un grade universitaire est beaucoup plus élevée dans cette région que dans l'ensemble du Québec. Par contre, à Montréal, la proportion des titulaires d'un diplôme d'études secondaires, qui est en baisse, est inférieure à celle de l'ensemble du Québec.

En ce qui concerne le taux de décrochage au secondaire, les statistiques de 2007-2008 sur le taux de diplomation, sept ans après l'entrée au secondaire, montrent que la région se situe au-dessous de la moyenne du Québec. On note que 69,7 % des jeunes de la région ont obtenu leur diplôme d'études secondaires comparativement à 70,9 % pour l'ensemble du Québec².

Par ailleurs, le niveau de scolarité plus élevé de la population de Montréal s'est reflété sur le marché du travail par une proportion accrue de personnes en emploi ayant au moins un diplôme d'études postsecondaires en 2008. Ce sont les personnes en emploi titulaires d'un diplôme d'études universitaires qui ont vu leur poids relatif augmenter le plus entre 1998 et 2008. En 2008, elles occupaient plus d'un emploi sur trois (35,5 %) dans la région, ce qui est supérieur à ce qu'on observe pour l'ensemble du Québec.

Pour terminer, il convient de noter que le taux de chômage de la population de Montréal a diminué pour tous les niveaux de scolarité. Les taux de chômage sont toutefois plus élevés que ceux de l'ensemble du Québec, peu importe les niveaux de scolarité. On constate que ce sont les titulaires d'un diplôme d'études universitaires qui chômaient le moins en 2008. Enfin, avec un recul de 2,8 points de pourcentage du taux de chômage entre 1998 et 2008, la région enregistrait à cet égard un résultat inférieur à celui de l'ensemble de la province en 2008.

Tableau 2 – Répartition de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Montréal			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	30,2%	20,4%	-9,7	35,9 %	26,4 %	-9,5
Études secondaires terminées	15,2%	12,9%	-2,3	14,9 %	15,1 %	0,2
Études postsecondaires partielles	6,6%	6,4%	-0,1	6,2 %	6,3 %	0,2
Diplôme d'études postsecondaires ¹	27,7%	31,2%	3,6	29,5 %	34,5 %	5,0
Grade universitaire	20,4%	29,0%	8,5	13,5 %	17,7 %	4,2
Total	100,0 %	100,0 %	—	100,0 %	100,0 %	—

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

Tableau 3 – Répartition de la population de 15 ans et plus en emploi selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Montréal			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	15,4%	10,3%	-5,1	21,0 %	14,9 %	-6,1
Études secondaires terminées	14,6%	11,4%	-3,3	16,2 %	15,2 %	-1,0
Études postsecondaires partielles	6,7%	6,9%	0,2	6,7 %	7,0 %	0,3
Diplôme d'études postsecondaires ¹	33,6%	35,9%	2,3	36,8 %	41,1 %	4,3
Grade universitaire	29,7%	35,5%	5,9	19,3 %	21,7 %	2,4
Total	100,0 %	100,0 %	—	100,0 %	100,0 %	—

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

2. Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

3. Il faut interpréter les données d'enquêtes avec prudence surtout lorsqu'il s'agit d'estimations régionales, alors que la marge d'erreur s'accroît considérablement.

Tableau 4 – Taux de chômage de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, 1998 et 2008

	Montréal			Ensemble du Québec		
	1998	2008	Variation (p. p.)	1998	2008	Variation (p. p.)
Sans grade, certificat ou diplôme	20,5 %	18,2 %	-2,3	16,6 %	14,2 %	-2,4
Études secondaires terminées	14,3 %	9,6 %	-4,7	10,9 %	7,5 %	-3,4
Études postsecondaires partielles	14,1 %	9,0 %	-5,1	12,5 %	7,7 %	-4,8
Diplôme d'études postsecondaires ¹	9,7 %	7,8 %	-1,9	8,3 %	5,7 %	-2,6
Grade universitaire	6,1 %	6,0 %	-0,1	5,0 %	4,5 %	-0,5
Total	11,5 %	8,7 %	-2,8	10,3 %	7,2 %	-3,1

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

1. Comprend les programmes d'apprentissage de métiers, les programmes des écoles d'études professionnelles, les diplômes d'études collégiales et les diplômes d'études universitaires inférieurs au baccalauréat (certificat).

N. D. : données non disponibles.

1.3 REVENU PERSONNEL DISPONIBLE

Le revenu personnel disponible par habitant, en termes réels (dollars constants de 2007), est passé de 22 829 \$ en 1997 à 25 646 \$ en 2007 dans la région administrative de Montréal. Cela représente une hausse de 12,3 % comparativement à 19,8 % pour l'ensemble du Québec.

Tableau 5 – Revenu personnel disponible par habitant (dollars de 2007) et variation en pourcentage, région et ensemble du Québec, 1997-2007

	Montréal	Ensemble du Québec
1997	22 829	20 410
1998	23 109	20 595
1999	23 518	21 151
2000	24 233	22 059
2001	24 815	22 421
2002	24 396	22 634
2003	24 790	23 173
2004	24 847	23 307
2005	24 863	23 527
2006	25 243	23 760
2007	25 646	24 455
Variation 2007/1997 (%)	12,3	19,8

Source : Institut de la statistique du Québec, Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO); compilation de la DGARES.

Par ailleurs, le produit intérieur brut (PIB) par habitant⁴ s'élevait à 52 522 \$ en 2007 alors qu'il était de 36 243 \$ pour l'ensemble du Québec. En fait, parmi les 17 régions administratives du Québec, Montréal se situe au deuxième rang à ce chapitre, après le Nord-du-Québec (63 746 \$).

1.4 PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Entre 1998 et 2008, il s'est créé 160 800 emplois à Montréal, soit une augmentation de 20,2 % du niveau d'emploi; ce rythme est similaire à celui de l'ensemble du Québec.

Cette augmentation, conjuguée à une hausse moins importante de la population en âge de travailler, a fait en sorte que les taux d'emploi et d'activité se sont accrus fortement au cours de cette période. Par contre, de 1998 à 2008, le taux de chômage s'est replié de 11,5 % à 8,7 %, demeurant néanmoins supérieur à celui de l'ensemble du Québec (7,2 %).

4. « Par définition, le PIB réel par habitant mesure le volume des biens et services produits en moyenne par habitant durant une année au sein d'un territoire. [...] Il fournit un bon indicateur de la capacité d'une économie de créer des revenus afin que les habitants puissent se procurer les biens et les services désirés, qu'ils soient privés ou publics. Le PIB par habitant tient compte de la consommation de biens et de services rendue possible grâce aux recettes de l'État. En ce sens, il mesure plus adéquatement le niveau de vie que le revenu personnel disponible par habitant, par exemple, qui n'en tient pas compte. » Source : Extraits de la publication *Analyse et conjoncture économiques*, Finances Québec, 11 novembre 2003.

Le ralentissement économique survenu à la fin de 2008 aura mis un terme à la progression des principaux indicateurs du marché du travail à Montréal (non illustré). Lorsqu'on compare les neuf premiers mois de 2009 à ceux de 2008, on constate que, d'une part, les taux d'emploi et d'activité ont reculé de 2,6 points et 0,9 point de pourcentage, tandis que le taux de chômage a progressé de 2,7 points de pourcentage pour s'établir à 11,4 % au premier semestre de 2009 (8,7 % pour l'ensemble de la province).

Tableau 6 – Principaux indicateurs du marché du travail pour Montréal et le Québec

	Montréal	Ensemble du Québec
Emploi (000)		
1998	795,4	3 257,5
2003	895,6	3 628,8
2008	956,2	3 881,7
Variation 2008/1998 (%)	20,2	19,2
Taux de chômage		
1998	11,5	10,3
2003	11,4	9,1
2008	8,7	7,2
Variation 2008/1998 (pts %)	-2,8	-3,1
Taux d'activité		
1998	60,7	62,5
2003	65,5	66,0
2008	65,7	65,7
Variation 2008/1998 (pts %)	5,0	3,2
Taux d'emploi		
1998	53,7	56,1
2003	58,0	60,0
2008	60,1	60,9
Variation 2008/1998 (pts %)	6,4	4,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

L'impact de la récession s'est fait particulièrement sentir à Montréal. En effet, de septembre 2008 à septembre 2009 plus de 40 000 emplois ont été perdus dans la région, représentant 86 % de l'ensemble des pertes d'emplois au Québec. Comme par le passé, la récession a affecté davantage les travailleurs plus vulnérables en raison de leur statut d'emploi ou de leur situation sociale.

Les plus jeunes (15-24 ans) et les plus âgés (55-64 ans)

À cet égard, le groupe des jeunes de 15 à 24 ans a connu durant cette période la plus forte hausse du taux de chômage, soit une hausse de 9,5 points pour atteindre 23,1 %. Le nombre de prestataires de l'assurance-emploi, dans ce groupe, a d'ailleurs augmenté de près de 70 %. Chez les travailleurs plus âgés (55-64 ans), le nombre de prestataires de l'assurance-emploi a aussi connu une forte hausse, soit 61 % entre septembre 2009 et septembre 2008.

Les immigrantes et immigrants récents (arrivés dans les cinq dernières années)

La population immigrante étant généralement plus vulnérable à la conjoncture économique, elle a été durement affectée sur le marché du travail. Par exemple, l'emploi chez les immigrants admis depuis moins de cinq ans a chuté de 27 % dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal entre août 2008 et août 2009, comparativement à une baisse de 0,7 % pour l'ensemble des travailleurs de la région métropolitaine et de 4,2 % pour l'île de Montréal⁵. Le taux de chômage en août 2009 a atteint 26,8 %.

5. Nous utilisons ici les données de la RMR de Montréal car l'*Enquête sur la population active* ne présente aucune donnée concernant exclusivement les immigrants dans l'île-de-Montréal. Le recensement de 2006 montre que l'île de Montréal est le pôle d'attraction des immigrants puisque la région comptait 67 % des personnes immigrantes au Québec, alors que la RMR de Montréal en comptait 87 %.

Les travailleuses et travailleurs moins qualifiés

Les emplois nécessitant des compétences élémentaires⁶ ont subi une baisse de 13,4 % au cours de la dernière année et les emplois de niveau intermédiaire (DES) sont en baisse de 6,5 %. À titre de comparaison, les emplois nécessitant un diplôme universitaire ont gagné 2 % entre septembre 2008 et septembre 2009, alors que les emplois de niveau technique sont demeurés plutôt stables avec une faible perte de 0,3 %.

Les hommes, particulièrement dans le secteur manufacturier

Ce sont les hommes qui, de loin, ont été le plus touchés par la récession puisqu'ils ont subi 98 % des pertes d'emplois dans la dernière année. Cela s'explique essentiellement par le fait que les secteurs les plus durement affectés par la récession emploient des hommes en grand nombre, notamment le secteur manufacturier. En effet, près de 50 % des emplois perdus à Montréal entre septembre 2008 et septembre 2009 l'ont été dans ce secteur.

1.5 CLIENTÈLES PARTICULIÈRES

Les personnes immigrantes

Selon les données du recensement de 2006, à Montréal, 562 330 personnes sont nées à l'extérieur du Canada, ce qui représente plus du tiers (36,6 %) de la population totale de l'île et les deux tiers (66,9 %) des personnes immigrantes du Québec. Les personnes issues des minorités visibles représentent 22,7 % de la population totale de l'île et 70,9 % de celles du Québec. La grande majorité de ces personnes sont nées à l'extérieur du Canada.

Entre le recensement de 2001 et celui de 2006, l'île de Montréal a accueilli 112 565 nouveaux arrivants âgés de 15 ans et plus, ce qui représentait 20 % de l'ensemble des personnes immigrantes qui y sont établies et 73 % du total des nouveaux arrivants au Québec. L'île de Montréal est le principal lieu d'intégration économique des nouveaux arrivants au Québec.

En 2006, les personnes nées à l'extérieur du Canada sont proportionnellement plus nombreuses à posséder un diplôme universitaire que les personnes qui y sont nées (36 % contre 30 %). Cela est particulièrement vrai pour les personnes arrivées plus récemment au pays. Par contre, parmi les personnes nées à l'extérieur du Canada, celles qui ont fait des études inférieures au diplôme de niveau secondaire représentent une proportion plus grande que celles qui sont nées au Canada, soit 24 % contre 20 %. Cela vaut particulièrement pour les immigrants arrivés au pays depuis plus longtemps, soit 30 ans et plus.

Sur le marché du travail, les principaux indicateurs montrent que la situation des personnes nées à l'extérieur du Canada est moins favorable que celle des personnes qui y sont nées. Ainsi, en 2006, les taux d'activité (60 %) et d'emploi (52,4 %) des premières sont moins élevés que ceux des personnes nées au Canada (65,7 % et 61,3 %). En ce qui a trait au taux de chômage, il est de 12,6 % pour les personnes nées à l'extérieur du Canada contre 6,8 % seulement pour les personnes qui y sont nées. Certains groupes éprouvent des difficultés encore plus grandes, avec des taux de chômage de 13,3 % pour les femmes, de 18,2 % pour les jeunes de 15 à 24 ans, de 15,4 % pour la communauté noire et de 24,8 % pour la communauté maghrébine.

Dans l'île de Montréal, en 2006, les personnes nées à l'extérieur du Canada ont des revenus médians bien inférieurs à celles qui y sont nées (18 183 \$ / 25 561 \$). Le revenu médian des hommes nés au Canada (29 223 \$) dépasse aussi celui des hommes nés à l'extérieur (20 726 \$). De même, le revenu médian des femmes nées au Canada (22 494 \$) dépasse celui des femmes nées à l'extérieur (16 400 \$). Quant au revenu médian des personnes appartenant aux minorités visibles, il est nettement inférieur à celui de l'ensemble de la population de 15 ans et plus. Dans l'île, ce sont les personnes faisant partie des minorités visibles nées au Canada qui ont le revenu le plus bas (13 484 \$).

En mars 2009, 51 831 personnes nées à l'extérieur du Canada sont prestataires de l'aide sociale (sans contraintes et avec contraintes temporaires), c'est-à-dire 56,3 % de l'ensemble des prestataires à Montréal. Parmi ces personnes, 12 533 sont prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours inscrites au Centre spécialisé des demandeurs d'asile.

6. Aucun degré de scolarité, général ou spécifique, n'est généralement demandé.

Ce nombre a donc plus que doublé depuis mars 2006 (il était de 5184). Par contre, la décision du gouvernement fédéral d'imposer un visa aux citoyens mexicains a fait chuter considérablement le nombre de demandeurs d'asile ces derniers mois. Entre avril 2008 et juillet 2009, la moyenne mensuelle des nouvelles demandes oscillait entre 500 et 900, tandis qu'au cours des mois d'août, septembre et octobre 2009, il y en a eu respectivement 355, 389 et 289.

Les personnes handicapées

Les personnes handicapées représentent un des segments de main-d'œuvre les plus défavorisés sur les plans de la formation et de l'emploi et, par conséquent, elles sont parmi les personnes les plus exposées à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Les statistiques le confirment, il existe un écart important entre la situation des personnes handicapées et celle de la population sans incapacité.

Les données qui suivent proviennent de l'*Enquête sur la participation et les limitations d'activités 2006* de Statistique Canada et elles portent sur l'ensemble du Québec. En 2006, on comptait au Québec, dans le groupe d'âge des 15-64 ans, 4 750 070 personnes sans incapacité; il s'agit d'une augmentation de 169 220 (4 %) depuis 2001. Quant aux personnes avec incapacités, elles représentent 8 % (408 920) de la population totale des 15-64 ans (5 158 990); il s'agit d'une augmentation de 25 % depuis 2001 (306 240 personnes).

Les personnes âgées de 45 à 64 ans (267 040) représentent 65 % des personnes avec incapacité, le groupe des 25 à 44 ans, 28 %, et les 15-24 ans, 7 %.

La population active au Québec s'élève à 3 925 650 en 2006 : 93 % sont des personnes sans incapacité et 7 % des personnes avec incapacités. Il s'agit d'une augmentation de 42 % depuis 2001 pour ces dernières. Le taux d'emploi est passé de 34,8 % en 2001 à 40,7 % en 2006 pour les personnes avec incapacités, un gain de 5,9 %. Pour les personnes sans incapacité, ce taux est passé de 70,2 % en 2001 à 72,2 % en 2006. Bien que ces données s'appliquent à l'ensemble du Québec, on peut supposer que la situation des personnes avec incapacité qui habitent à Montréal est assez semblable.

Un nombre important de personnes handicapées de Montréal sont prestataires du Programme de solidarité sociale. En mars 2008, on comptait 126 601 ménages ayant des contraintes sévères à l'emploi dans la province dont 32 166 dans la région de Montréal (25,4 %). Il s'agit d'une variation (2003-2008) de 3,8 % pour la province et de -0,1 % pour l'île de Montréal.

En mars 2008, la plupart des diagnostics médicaux des prestataires relèvent de la santé mentale (46,6 %), suivis des symptômes de santé physique (36,8 %) et des difficultés intellectuelles et d'apprentissage (12,4 %). Les contraintes visuelles ne représentent que 1,4 % des cas et les contraintes auditives et de la parole, 0,6 %.

Les jeunes

Selon les données du recensement de 2006, on compte 386 950 jeunes de 15 à 29 ans dans l'île de Montréal. Ils représentent 25 % de la population totale de l'île (1 538 335). Les jeunes de 15 à 24 ans constituent 15 % (234 460) de cette population et les jeunes de 25 à 29 ans, 10 % (152 490).

Le groupe des jeunes de 15 à 29 ans compte une population active de 267 125 personnes en 2006, dont 237 795 occupent un emploi. Il y a 29 330 chômeuses et chômeurs dans ce groupe, (11 % de l'ensemble). Ce taux est supérieur à celui de l'ensemble de la population (8,8 %). Les taux d'activité (69 %) et d'emploi (61,5 %) des membres de ce groupe sont inférieurs à ceux de l'ensemble des 15-64 ans.

Chez les jeunes de 15 à 24 ans, le taux d'emploi est de 52 % en 2006. Il est nettement supérieur pour les 25-29 ans (76,1 %). Chez les jeunes, on constate que le taux d'emploi croît avec le groupe d'âge.

Par rapport à celui de l'ensemble des 15 ans et plus (63,6 %), on constate que le taux d'activité des 15-24 ans est inférieur (59,8 %), mais qu'il est nettement supérieur chez les 25-29 ans (83,2 %).

Dans la population active, les jeunes femmes et hommes nés à l'extérieur du Canada et ayant entre 15 et 29 ans (64 305) sont pratiquement quatre fois moins nombreux en 2006 que leur pairs nés au Canada (202 820). Les indicateurs du marché du travail montrent des différences importantes entre les deux groupes.

Chez les jeunes femmes et hommes nés à l'extérieur du Canada, les taux d'activité (59,6 %) et d'emploi (50,1 %) sont nettement inférieurs à ceux des personnes nées au Canada (72,8 % et 65,8 %) et leur taux de chômage, à 15,8 %, est largement supérieur à celui des personnes nées au Canada (9,4 %). La situation est similaire chez les 15-24 ans et chez les 25-29 ans, tout comme chez les jeunes appartenant aux minorités visibles.

En 2009 (moyenne mensuelle d'avril 2008 à mars 2009), les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 8,4 % des prestataires de l'assurance-emploi et les personnes de 25 à 34 ans, 25,4 %. La proportion des hommes prestataires de l'assurance-emploi est supérieure à celle des femmes. En 2008, les hommes de 15 à 24 ans représentent 65,4 % des prestataires de l'assurance-emploi et les femmes, 34,6 %. On trouve les mêmes proportions chez les 25 à 34 ans.

En mars 2009, dans l'île de Montréal, on compte 92 130 prestataires de l'aide sociale de 15 ans et plus sans contraintes et avec contraintes temporaires. De ce nombre, 8321 ont entre 15 et 24 ans (soit 9 %) et 10 283, entre 25 et 29 ans (11,2 %).

Les personnes de 55 ans et plus

Sur le plan démographique, depuis dix ans (1996-2006), le nombre de personnes de 45 ans et plus a augmenté trois fois plus (14,6 %) que celui de l'ensemble de la population de 15 ans et plus (5,6 %) à Montréal.

Selon les données de 2006, les personnes de 45 à 54 ans sont plus scolarisées que celles de 55 à 64 ans et les hommes sont plus scolarisés que les femmes dans les deux groupes d'âge; les différences sont encore plus marquées chez les personnes plus âgées (55-64). Dans le groupe des 55-64 ans, on compte une plus forte proportion de personnes sans diplôme (22,6 %) que chez les 45-54 ans (15,7 %).

Les indicateurs du marché du travail sont également plus favorables pour les personnes de 45 à 54 ans. Selon les données de l'*Enquête sur la population active*, en 2008, les taux d'activité et d'emploi sont de 85,1 % et 78,9 % pour les 45-54 ans et de 62,5 % et de 57,7 % pour les 55-64 ans. Cependant, on remarque une augmentation considérable des taux d'activité et d'emploi des 55-64 ans ces dernières années. L'isolement ou une situation financière précaire pourraient être à l'origine de ces retours au travail.

Pour les personnes nées à l'extérieur du Canada ou membres de minorités visibles, on constate le même phénomène. Les taux d'activité et d'emploi sont plus élevés pour les personnes de 45-54 ans que pour celles de 55-64 ans.

Chez les prestataires de l'assurance-emploi, le nombre de personnes de 45 ans et plus, qui représentant 39,2 % de l'ensemble, n'a diminué que de 13,6 % entre 2003 et 2008, alors que celui de l'ensemble des prestataires diminuait de 28,7 % durant cette période. Les prestataires de 55-64 représentent 13,7 % du total.

À l'aide sociale, en mars 2009, les prestataires de 45 et plus représentent 40 % de l'ensemble, dont 17,6 % ont entre 55 et 64 ans. Entre mars 2004 et mars 2009, le nombre de personnes de 45 ans et plus a augmenté de 1,2 % alors que l'ensemble des prestataires diminuait de 9,1 %. À la solidarité sociale, plus des deux tiers (67,7 %) des prestataires ont 45 ans et plus (dont la moitié ont entre 55 et 64 ans) et leur nombre s'est accru de 6,7 %, alors que celui de l'ensemble des prestataires diminuait de 0,7 %.

Les sans-abri

L'attraction des grands centres urbains, conjuguée à l'offre de ressources et aux moyens de survie, accentue le problème des sans-abri et sa concentration dans les villes. Dans la région de Montréal, le phénomène est bien présent. Historiquement marqué par une forte présence masculine adulte, le portrait de l'itinérance se diversifie. De plus en plus de femmes, de jeunes et de personnes âgées se retrouvent dans cette situation. Le phénomène devient aussi préoccupant pour les familles, les autochtones et les communautés culturelles. Les problèmes de santé physique et mentale, de dépendance et de judiciarisation sont habituellement associés à la situation d'itinérance⁷.

7. Direction des communications du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, *L'itinérance au Québec – Cadre de référence*, 2008.

Les personnes sont touchées simultanément sur plusieurs plans : le logement, le revenu, la santé, l'éducation ou encore l'intégration sociale et professionnelle.

Il n'existe pas de données précises qui permettent d'évaluer le nombre de personnes itinérantes ou d'affirmer qu'il s'accroît. Cependant, les intervenantes et intervenants sur le terrain rapportent qu'ils ont observé une augmentation des sans-abri. Selon une étude de Chevalier et Fournier, en 1996-1997, il y avait 28 214 personnes en situation d'itinérance dans la région de Montréal-Centre, parmi lesquelles 12 666 avaient été sans domicile fixe au cours de l'année précédente⁸.

Une partie des personnes itinérantes sont prestataires d'une aide financière de dernier recours. Pour l'île de Montréal, en octobre 2009, on compte 2057 prestataires dont 1604 personnes qui bénéficient du Programme d'aide sociale (78 %) et 453 qui sont inscrites au Programme de solidarité sociale (22 %), en raison de contraintes sévères à l'emploi.

1.6 STRUCTURE INDUSTRIELLE

La structure industrielle par emploi d'une région reflète ses activités, ses créneaux d'excellence (fabrication, services moteurs, etc.), ses forces et ses défis.

Métropole économique du Québec, la région de Montréal regroupe, en 2008, plus du quart (26,8 %) des emplois du secteur tertiaire du Québec. La tertiarisation de l'économie est particulièrement apparente à Montréal, la part des emplois de ce secteur ayant augmenté de plus de 6,5 points de pourcentage au cours des dix dernières années (78,4 % en 1998), comparativement à une hausse de 3,6 points de pourcentage pour l'ensemble du Québec (74,4 % en 1998). En fait, près du tiers (31,1 %) des emplois créés dans ce secteur au Québec l'ont été à Montréal. Les services moteurs sont particulièrement développés dans la région en raison notamment de la présence de nombreux sièges sociaux d'entreprises. Les services moteurs ont d'ailleurs connu la plus forte croissance de l'emploi du secteur tertiaire avec une hausse de 38 % depuis 1998. Ces emplois nécessitent généralement des niveaux de compétence universitaire ou collégiale.

En outre, le secteur secondaire du Québec se concentre dans la région de Montréal avec près d'un emploi sur cinq (20 %). Le secteur de la fabrication complexe y est très présent (23,3 % des emplois de l'ensemble du Québec). L'emploi y a cependant diminué (-19 %) au cours des dix dernières années, alors qu'il a été en légère hausse dans l'ensemble du Québec (1 %). Le secteur de la construction est celui qui a affiché la meilleure croissance de l'emploi, avec une hausse de 85 % en dix ans.

La part relative du secteur primaire (0,3 %) dans la région de Montréal est la plus faible au Québec.

Tableau 7 – Structure industrielle selon l'emploi, 2008

	Montréal		Ensemble du Québec		Part
	En k	En %	En k	En %	R/Q en %
Secteur primaire	2,8	0,3	94,2	2,4	3,0
Secteur secondaire	141,5	14,8	759,4	19,6	18,6
Fabrication¹	108,5	11,3	543,6	14,0	20,0
Transformation des ressources naturelles	9,1	1,0	116,7	3,0	7,8
Fabrication de produits de consommation	50,6	5,3	221,2	5,7	22,9
Fabrication complexe	47,8	5,0	205,5	5,3	23,3
Construction	32,9	3,4	215,8	5,6	13,2
Secteur tertiaire²	811,9	84,9	3 028,1	78,0	26,8
Services aux ménages	247,1	25,8	1 081,2	27,9	22,9
Services publics	230,9	24,1	989,1	25,3	23,3
Services moteurs	333,9	34,9	957,9	24,7	34,9
Total	956,2	100,0	3 881,7	100,0	24,6

Source : Statistique Canada.

Compilation : Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

1. La transformation des ressources naturelles regroupe le bois, le papier, les produits minéraux non métalliques et la transformation des métaux. La fabrication de produits de consommation comprend les aliments, les boissons et le tabac, les textiles, les produits textiles, les vêtements, le cuir, le caoutchouc et le plastique, les produits métalliques et les meubles. La fabrication complexe inclut l'impression, le pétrole et le charbon, les produits chimiques, les machines, les produits informatiques et électroniques, le matériel et les appareils électriques, le matériel de transport et les activités diverses.
2. Les services aux ménages regroupent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, le transport et l'entreposage, les services personnels, la réparation et l'entretien ainsi que les services divers. Les services publics comprennent les services d'enseignement, la santé et les services sociaux, les administrations publiques, ainsi que l'électricité, le gaz et l'eau. Les services moteurs incluent les services financiers, les services professionnels et administratifs, le commerce de gros et l'information, la culture et les loisirs.

Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme de leurs éléments, du fait des arrondis.

8. Idem.

CHAPITRE 2 – INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ

2.1 FAIBLE REVENU

Le taux de faible revenu de la région de Montréal, mesuré pour les personnes selon la MFR⁹, a augmenté de 1,1 point de pourcentage entre 1997 et 2007, contre une baisse de 1,0 point de pourcentage dans l'ensemble du Québec. La région a ainsi reculé d'une place entre 1997 et 2007, passant du 16^{ème} au dernier rang (17^{ème}) des régions (tableau 8).

Tableau 8 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, Montréal et ensemble du Québec, 1997-2007

	Montréal	Ensemble du Québec
1997	19,1	13,7
1998	17,1	12,2
1999	17,9	12,4
2000	18,7	12,9
2001	18,4	12,2
2002	19,4	12,6
2003	19,9	12,7
2004	20,1	12,7
2005	19,3	12,1
2006	19,3	12,1
2007	20,2	12,7
Variation 2007-1997	1,1	-1,0
Rang ¹ en 1997	16	
Rang ¹ en 2007	17	
Différence de rang ¹ 1997-2007	-1	

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

1. 1^{er} rang : taux le moins élevé; 17^e rang : taux le plus élevé.

2.2 AUTRES INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ

Pour l'année d'observation la plus récente, la région de Montréal se situait au-dessus de la moyenne québécoise pour trois des indicateurs économiques, soit une moins bonne performance que dans l'ensemble : 17^e rang sur 17 pour le faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), 15^e rang sur 16 pour le taux de chômage, 15^e rang sur 17 pour le taux global d'assistance sociale. Elle était toutefois dans la moyenne pour le rapport de dépendance économique (7^e rang sur 17). La population y est plus scolarisée que dans l'ensemble (2^e rang pour les deux indicateurs). L'espérance de vie est légèrement au-dessus de la moyenne (4^e rang) et la mortalité globale, légèrement au-dessous de la moyenne (7^e rang) [tableau 9].

9. D'après la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada, une unité familiale est considérée comme étant à faible revenu si son revenu est inférieur à la moitié de la médiane des revenus de l'ensemble de la population ajustée selon la taille et la composition des unités familiales. La mesure de faible revenu peut être calculée avant impôt (MFR-AVI) et après impôt (MFR-API). C'est la mesure de faible revenu après impôt (MFR-API) qui est utilisée dans ce document.

Tableau 9 – Indicateurs relatifs à la pauvreté, année la plus récente, région et ensemble du Québec

	Montréal	Ensemble du Québec
Rapport de dépendance économique (2006) ³	20,70 \$	20,88 \$
Rang ¹	7	
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études secondaires ou moins (2006) ⁴	32,8	38,0
Rang ¹	2	
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat ou diplôme (2006) ⁴	13,7	17,0
Rang ¹	2	
Espérance de vie à la naissance (2005) ⁵	80,1	79,7
Rang ²	4	
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté sur 5 ans pour 100 000 personnes (2005) ⁵	703	710,7
Rang ¹	7	

1. 1^{er} rang : montant ou taux le moins élevé; 16^e rang (ou 17^e) : montant ou taux le plus élevé.
2. 1^{er} rang : nombre le plus élevé; 16^e rang (ou 17^e) : nombre le moins élevé.
3. Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 \$ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.
4. Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.
5. Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région du Nord-du-Québec.

2.3 ÉVOLUTION DE LA CLIENTÈLE PRESTATAIRE DES PROGRAMMES D'ASSISTANCE SOCIALE

En ce qui concerne les prestataires de l'assistance sociale, le tableau suivant présente l'évolution du nombre de ménages et celle du nombre et des taux d'assistance sociale des adultes, des enfants et des prestataires (adultes et enfants) [tableau 10 et graphique 1]. À Montréal, le taux d'assistance sociale, adultes et enfants, s'élevait à 11,1 % en mars 2009, en baisse depuis au moins 2000, alors qu'il était de 13,7 %. Dans l'ensemble du Québec, ce taux était de 7,4 %, en baisse depuis au moins 2000, alors qu'il était de 9,7 %.

Dans la région, les taux d'assistance sociale des enfants et des adultes sont significativement supérieurs à ceux de l'ensemble du Québec, mais ils sont tous deux en baisse depuis au moins 2000. Le taux d'assistance sociale (0-64 ans) y a diminué de 2,5 points de pourcentage entre mars 2000 et mars 2009, contre 2,2 points de pourcentage dans l'ensemble du Québec (tableau 10 et graphique 2).

Tableau 10 – Évolution du nombre de ménages et des nombres et taux d'adultes, d'enfants et du total des programmes d'assistance sociale, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

	Montréal			Ensemble du Québec		
	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009-2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009	Variation 2009-2000 (pts %)
Nombre de ménages distincts	129 555	113 035		391 863	340 730	
Nombre d'adultes distincts	146 211	127 555		444 735	377 293	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	12,1	10,2	-1,9	9,2	7,4	-1,8
Nombre d'enfants	66 545	49 723		174 161	114 436	
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	19,0	14,7	-4,4	10,9	7,5	-3,5
Total distinct	212 756	177 278		618 896	491 729	
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	13,7	11,1	-2,5	9,7	7,4	-2,2

Source : MESS, fichiers administratifs, juillet 2009.

Chez les adultes prestataires, le taux d'assistance sociale selon le sexe dans la région administrative de Montréal ne montre pas de très grandes différences, mais on observe entre 2000 et 2009 le même retournement de situation que dans l'ensemble du Québec. Chez les hommes, le taux des prestataires, presque équivalent à celui des femmes en début de période (12,1 % contre 12,2 %), l'a légèrement dépassé en fin de période (10,6 % contre 9,8 %). Le taux d'assistance sociale des personnes de 18 à 64 ans a diminué de 1,9 point de pourcentage de 2000 à 2009, contre une diminution de 1,8 point de pourcentage pour l'ensemble du Québec (tableau 11 et graphique 3).

Avec 127 555 adultes prestataires de l'assistance sociale en mars 2009, la région de Montréal compte 33,8 % de l'ensemble des prestataires du Québec alors que le poids relatif de sa population totale est de 24,2 %.

Tableau 11 – Nombre d'adultes prestataires des programmes d'assistance sociale selon le sexe et le programme, population de 18 à 64 ans, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 et mars 2009

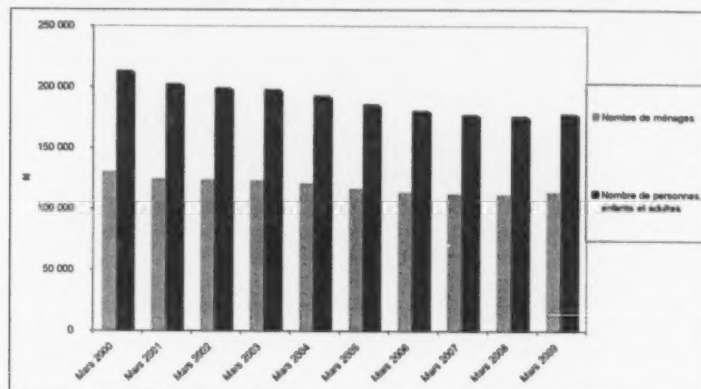
	Montréal			Ensemble du Québec		
	Mars 2000	Mars 2009 ^{2,3}	Variation 2009-2000 (pts %)	Mars 2000	Mars 2009 ^{2,3}	Variation 2009-2000 (pts %)
Hommes	72 305	66 327		216 100	195 676	
Hommes de 18 à 64 ans	598 406	628 300		2 418 832	2 561 791	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans) ^{1,2}	12,1	10,6	-1,5	8,9	7,6	-1,3
Femmes	73 906	61 228		228 635	181 617	
Femmes de 18 à 64 ans	608 055	624 145		2 395 604	2 520 662	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans) ^{1,2}	12,2	9,8	-2,3	9,5	7,2	-2,3
Total	146 211	127 555		444 735	377 293	
Population totale de 18 à 64 ans	1 206 461	1 252 445		4 814 436	5 082 453	
Taux d'assistance sociale (18-64 ans) ^{1,2}	12,1	10,2	-1,9	9,2	7,4	-1,8
Aide sociale						
Sans contraintes	74 871	59 925		205 192	143 268	
Contraintes temporaires	38 772	32 596		106 845	88 463	
Total Aide sociale	113 643	92 521		312 037	231 731	
Total Solidarité sociale						
Contraintes sévères	30 472	32 073		120 967	131 353	
Conjoints de CSE	2 096	1 783		11 731	8 762	
Total Solidarité sociale	32 568	33 856		132 698	140 115	
Alternative jeunesse avec allocation	S. O.	1 392		S. O.	6 414	

Source : MESS, DGARES, DSSE, juillet 2009.

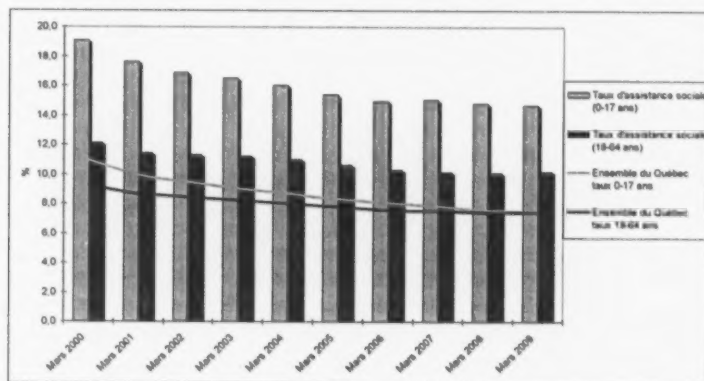
S. O. = sans objet.

1. Proportion de prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours dans l'ensemble de la population du Québec âgée de 18 à 64 ans. Pour mars 2009, les données de population utilisées pour calculer les taux d'assistance sociale sont des données estimées et fournies par l'Institut de la statistique du Québec.
2. Avant avril 2007, le taux d'assistance sociale était calculé en fonction des seuls prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours (Aide sociale et Solidarité sociale). Toutefois à partir d'avril 2007, ce taux tient aussi compte des participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Il s'agit donc d'un taux d'assistance en fonction des trois programmes d'assistance sociale. Les participants et participantes à Alternative jeunesse qui, pour une même période, ont aussi reçu une aide financière de dernier recours, ne sont comptés qu'une seule fois.
3. Le total inclut également les participants et participantes à Alternative jeunesse qui reçoivent une allocation jeunesse. Celui ou celle qui reçoit une aide financière de dernier recours et une allocation jeunesse n'est compté qu'une seule fois.

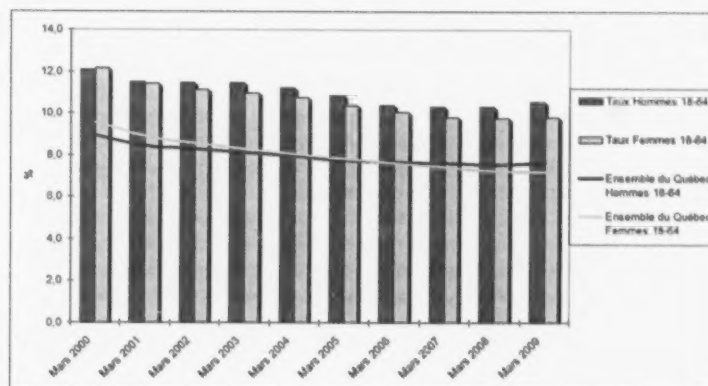
Graphique 1 – Évolution du nombre de ménages et de personnes prestataires des programmes d'assistance sociale, Montréal, mars 2000 à mars 2009



Graphique 2 – Évolution des taux de prestataires, enfants et adultes, des programmes d'assistance sociale, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



Graphique 3 – Évolution des taux d'assistance sociale selon le sexe, population de 18 à 64 ans, Montréal et ensemble du Québec, mars 2000 à mars 2009



2.4 LOGEMENT

De façon générale, quel que soit le programme d'aide à l'habitation sociale, la région de Montréal se distingue : la proportion de ménages qui y ont recours dépasse celle que l'on observe dans l'ensemble du Québec.

Tableau 12 – Aide à l'habitation sociale, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Montréal et ensemble du Québec

Territoire	HLM ¹		AccèsLogis Québec Logement abordable Québec ²		Supplément au loyer ¹		Allocation-logement ¹	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages
Québec	73 275	23,0	21 655	6,8	20 285	6,4	117 166	36,8
Montréal	23 801	28,6	9 663	11,6	9 335	11,2	41 916	50,4

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.

1. En 2008.

2. Les statistiques se rapportent aux logements achevés et en voie de l'être au 31 mai 2009.

Dans l'ensemble, l'aide à l'amélioration de l'habitat, notamment l'aide à la rénovation, est proportionnellement beaucoup plus présente à Montréal qu'ailleurs au Québec.

Tableau 13 – Amélioration de l'habitat, nombre de ménages aidés pour 1000 ménages, selon le type de programme, Montréal et ensemble du Québec, 2003-2009¹

Territoire	Rénovation		Adaptation		Divers ²	
	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages	Nombre de ménages aidés	Ménages aidés/ 1000 ménages
Québec	68 335	21,5	8 574	2,7	1 284	0,4
Montréal	35 645	42,9	1 510	1,8	394	0,5

Source : Données administratives, Société d'habitation du Québec.

1. Engagements entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2009.

2. Les interventions regroupées sous cette rubrique concernent le programme *Aide aux propriétaires de bâtiments résidentiels endommagés par l'oxydation de la pyrite*.

La part du revenu du ménage consacrée au logement, tant par les locataires que par les propriétaires de Montréal, en particulier ceux qui consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement, est supérieure à celle de l'ensemble du Québec.

**Tableau 14 – Taux d'effort des ménages privés selon le mode d'occupation, 2006
Part du revenu consacrée au logement**

Territoire	Moins de 30 %				30 – 50 %				50 % et plus				Total	
	Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire		Propriétaire		Locataire	Propriétaire
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%		
Québec	810 615	64,4	1 637 760	86,1	245 780	19,5	161 215	8,5	203 085	16,1	102 105	5,4	1 259 480	1 901 080
Montréal	312 050	61,0	248 375	78,9	102 385	20,0	39 170	12,4	97 455	19,0	27 415	8,7	511 890	314 960

Source : Statistique Canada, Recensement 2006, compilation spéciale pour la Société d'habitation du Québec.

2.5 PROFIL DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE

Il y a un peu plus de dix ans, le directeur de la santé publique de Montréal, dans son rapport annuel sur les inégalités sociales de santé, faisait état, entre autres, du désavantage des groupes de revenus inférieurs en matière de périnatalité, de maladies circulatoires, de cancer du poumon, de traumatismes non intentionnels et de maladies respiratoires. Ces disparités, pourtant évitables, sont toujours présentes. Par exemple, plus le niveau de revenu ou d'éducation est faible, plus les proportions de fumeurs, de personnes inactives ou ayant un surpoids sont élevées. On observe aussi une progression par palier de la prévalence du diabète selon le niveau de défavorisation matérielle.

À Montréal, l'écart de l'espérance de vie à la naissance entre la population des territoires sociosanitaires les plus riches et celle des territoires les plus pauvres de la métropole est de onze ans pour les hommes et de huit ans pour les femmes.

Montréal présente des particularités qui contribuent à façonner ces inégalités sociales de santé. En 2006, plus du tiers de l'ensemble des familles et des personnes hors famille à faible revenu du Québec y habitent. La défavorisation sociale y est nettement plus prononcée qu'ailleurs au Québec, la région comptant davantage de familles monoparentales et de personnes vivant seules. La proportion d'aînés et aînées vivant seuls et sous le seuil de faible revenu demeure aussi plus élevée que dans le reste du Québec; leur état de santé est, par conséquent, plus précaire sous plusieurs aspects. Bien que la population de Montréal soit plus scolarisée qu'ailleurs, un plus grand nombre de jeunes Montréalais éprouvent des difficultés à terminer leurs études secondaires comparativement à l'ensemble du Québec. Cette situation est préoccupante, compte tenu des liens documentés entre la scolarité et la santé.

D'autres réalités, touchant en particulier le centre-ville, sont associées à la vie urbaine montréalaise et ont une incidence sur les inégalités sociales de santé. Ainsi en est-il du phénomène de l'itinérance et de la présence non négligeable de groupes particulièrement vulnérables aux infections transmises sexuellement et par le sang (ITSS), comme les utilisateurs de drogues injectables et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Entre autres conséquences, il y a dans l'île de Montréal une recrudescence des ITSS depuis dix ans. Les taux d'incidence des ITSS, dont le SIDA et l'infection par le VIH, sont très au-dessus de la moyenne québécoise. Montréal compte aussi beaucoup de sans-abri, jeunes et adultes, soit près de 13 000 personnes sans domicile fixe, selon une enquête menée à la fin des années 90. Chez les jeunes de la rue, l'incidence des ITSS est très élevée et une jeune fille sur deux a déjà été enceinte. Le taux de mortalité de ces jeunes est environ 11 fois plus élevé que celui des autres jeunes Québécois.

Pour en savoir plus, consulter le site Internet de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, rubrique santé publique :

<http://www.santepub-mtl.qc.ca/>

RÉFÉRENCES UTILES

BILAN DE LA QUATRIÈME ANNÉE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

EMPLOI-QUÉBEC (2009), *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin.

FRÉCHET, GUY, PIERRE LANCTÔT ET FRANCIS CRÉPEAU (2005), *Le positionnement de la région et des territoires de Centre local d'emploi (CLE) de la région d'après l'Indice de défavorisation matérielle et sociale, 1996 et 2001, 17 régions*, MESS, DGARES, 21 p.-27 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008), *Bulletin statistique régional*, Édition 2008, 17 régions et CRES de la Montérégie, 30 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2008), *Panorama des régions du Québec*, Édition 2009, 17 régions, 138 p.

LOI VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS) [2009], *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, mai 2009*, Québec, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 16 p.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION (MDEIE) [2009], *Portrait socio-économique des régions du Québec*, L'économètre, Édition 2009, 101 p.

PAMPALON, ROBERT et GUY RAYMOND (2003), « Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être », *Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec, p. 191-208.

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 2004-2009.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES CANADA (RHDCC) [2008], *Le faible revenu au Canada de 2000 à 2006 selon la Mesure du panier de consommation*, Ottawa, Direction générale de la recherche appliquée, 81 p.

STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.

Annexes

1.1 Faible revenu selon les régions

Entre 1997 et 2007, la majorité des régions administratives du Québec ont connu une baisse du taux de faible revenu. Pour l'ensemble du Québec, on constate que ce taux¹⁰, calculé sur la base de la Mesure de faible revenu (MFR), est passé de 13,7 % en 1997 à 12,7 % en 2007, soit un recul de 1,0 point de pourcentage. Hormis les régions de Montréal et de l'Estrie, où le taux de faible revenu a augmenté respectivement de 1,1 et 0,3 point de pourcentage au cours de cette période, on remarque que l'ensemble du Québec a enregistré une diminution de ce taux à divers degrés au cours de la même période. Plusieurs éléments peuvent être invoqués pour expliquer la bonne tenue du Québec à cet égard. Notons seulement que le début du nouveau millénaire a été caractérisé par une conjoncture économique favorable et par la mise en œuvre par le Québec de nombreuses mesures visant à soutenir le revenu des personnes en situation de vulnérabilité.

Tableau 15 – Taux de faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR), personnes, régions administratives et ensemble du Québec, 1997-2007

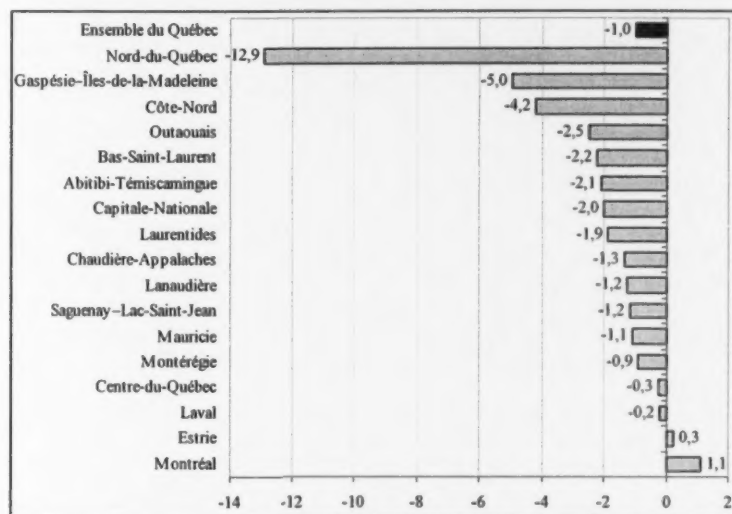
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	%										
Abitibi-Témiscamingue	13,5	12,3	12,6	13,5	12,4	12,4	12,6	12,3	11,2	11,0	11,4
Bas-Saint-Laurent	12,7	11,1	11,6	12,2	10,5	10,6	10,7	10,6	9,9	10,0	10,5
Capitale-Nationale	11,5	10,4	10,4	10,7	10,0	9,8	9,7	9,8	9,3	9,2	9,5
Centre-du-Québec	11,5	10,0	10,3	10,6	10,2	10,5	10,9	11,0	10,4	10,7	11,2
Chaudière-Appalaches	9,0	7,9	8,0	8,3	7,4	7,6	7,6	7,6	7,2	7,3	7,7
Côte-Nord	16,5	15,4	13,2	13,6	12,1	12,4	11,7	12,2	11,5	11,9	12,4
Estrie	12,1	10,7	11,2	11,8	11,0	11,3	11,6	11,7	11,2	11,5	12,4
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	17,7	15,4	15,2	15,5	13,1	13,2	12,7	12,9	12,3	12,1	12,7
Lanaudière	11,4	10,2	10,4	10,9	10,2	10,4	10,1	10,1	9,3	9,4	10,2
Laurentides	12,2	10,6	10,8	11,2	10,3	10,6	10,3	10,2	9,5	9,5	10,3
Laval	10,5	9,0	9,3	9,6	9,2	9,5	9,7	9,9	9,4	9,6	10,3
Mauricie	14,6	13,2	13,1	13,6	13,2	13,5	13,5	13,8	13,2	12,9	13,5
Montréal	10,9	9,6	9,8	10,2	9,5	9,8	9,9	9,8	9,2	9,2	10,0
Montréal	19,1	17,1	17,9	18,7	18,4	19,4	19,9	20,1	19,3	19,3	20,2
Nord-du-Québec	30,2	29,2	15,7	16,2	14,6	14,4	14,2	14,7	14,2	16,2	17,3
Outaouais	14,2	12,6	13,0	12,8	11,2	11,8	12,0	12,0	11,4	11,4	11,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	11,3	10,2	10,1	10,9	10,4	10,7	10,8	10,6	10,1	9,8	10,1
Ensemble du Québec	13,7	12,2	12,4	12,9	12,2	12,6	12,7	12,7	12,1	12,1	12,7

Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1), compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec.

Parmi les 15 régions où le taux de faible revenu a diminué, seulement la Montérégie, le Centre-du-Québec et Laval ont connu une amélioration inférieure à celle de la province. Mentionnons que les régions du Nord-du-Québec, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord ont mieux réussi que les autres, le taux de faible revenu y a diminué de plus de 4 points de pourcentage.

10. Les taux de faible revenu présentés ici font référence aux personnes.

Graphique 4 – Variation du taux de faible revenu des personnes selon la Mesure de faible revenu (MFR) par région administrative entre 1997 et 2007 (point de pourcentage)



Source : Statistique Canada, Fichier sur les familles T1 (FFT1); compilation de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec

1.2 Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté régionale

Le Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté (voir tableau 16) réunit les données les plus récentes de quelques indicateurs, dans les sphères de l'économie, de l'éducation, de la santé et du bien-être et de la défavorisation.

- D'après ces mesures, 12,7 % des personnes au Québec avaient un faible revenu selon la Mesure de faible revenu (MFR) en 2007. Le meilleur rang est celui de la région des Chaudière-Appalaches et le dernier, celui de Montréal.
- Le taux de chômage des mois d'avril à juin 2009 était de 8,5 %. Le meilleur rang est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
- Le taux d'assistance sociale de mai 2009 était de 7,4 % de la population de 0 à 64 ans. Le meilleur rang est celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et le dernier, celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
- Le rapport de dépendance économique moyen du Québec était de 20,88 \$ en 2006. Le meilleur rang est celui de l'Outaouais et le dernier, celui de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
- Les indicateurs de sous-scolarisation révèlent que 38 % de la population de 25 à 64 ans au Québec en 2006 possèdent un diplôme d'études secondaires ou une scolarité moindre et 17 % ne possèdent aucun grade, certificat ou diplôme. Le meilleur rang pour les deux indicateurs est celui de la Capitale-Nationale et le dernier, celui du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik.
- L'espérance de vie à la naissance est la plus élevée à Laval et la moins élevée en Abitibi-Témiscamingue. Quant à la mortalité globale, elle est la moins élevée à Laval et la plus élevée en Abitibi-Témiscamingue.
- L'Indice de défavorisation matérielle et sociale de 2006 permet d'observer que près de trois personnes sur quatre partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **matériellement** de l'ensemble du Québec dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine; c'est aussi le cas pour 60 % de la population du Nord-du-Québec et de l'Administration régionale Kativik et pour plus de 42 % de la population du Bas-Saint-Laurent. Dans l'Île-de-Montréal, le tiers de la population partage les caractéristiques du quintile le plus défavorisé **socialement** de l'ensemble du Québec; c'est le cas aussi pour 26 % de la population de la région de la Capitale-Nationale, une caractéristique manifestement plus urbaine que rurale.

En ce qui concerne la défavorisation matérielle (indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen) et sociale (indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social sur la base des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules), la mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région.

À propos de l'interprétation de cet indice, il importe de noter qu'un taux par exemple de 30 % de personnes vivant dans un territoire défavorisé est différent d'un taux de personnes défavorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile (20 %) le plus défavorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 30 % des personnes de la région partagent les caractéristiques du quintile le plus défavorisé de l'ensemble du Québec; de la même façon, un taux de 5 % de personnes vivant dans un territoire favorisé est différent d'un taux de personnes favorisées. Cela signifie que la moyenne des caractéristiques des personnes les ferait correspondre au quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec, ou si l'on préfère, que 5 % de la population de la région partage les caractéristiques du quintile le plus favorisé de l'ensemble du Québec. Il peut y avoir des personnes favorisées dans un territoire défavorisé et, à l'inverse, des personnes défavorisées dans un territoire favorisé, étant donné que l'unité d'observation est l'aire de diffusion de 400 à 700 personnes.

Tableau 16 – Tableau de bord des indicateurs relatifs à la pauvreté, comparaisons interrégionales, année la plus récente, Québec

	Bas-Saint-Laurent	Sagueny - Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Laurentides	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	Ensemble du Québec		
TAUX DE FAIBLE REVENU D'APRÈS LA MESURE DE FAIBLE REVENU (MFR)																				
Taux de faible revenu (personnes)	10,5	10,1	9,5	13,5	12,4	20,2	11,7	11,4	12,4	17,3	12,7	7,7	10,3	10,2	10,3	10,0	11,2	12,7		
Rang *	8	4	2	15	15	17	11	10	12	16	14	1	6	5	7	3	9			
TAUX DE CHÔMAGE (AVRIL-JUIN 2009) ¹																				
Taux de chômage - estimations régionales non saisonnalisées	8,8	10,4	4,9	9,5	8,3	11,9	6,3	10,3	Côte-Nord, NQc & ARK		9,2	16,9	5,3	8,2	7,2	6,8	7,6	8,5		
Rang *	10	14	1	12	9	15	3	13	11		16	2	8	5	4	7	5			
TAUX D'ASSISTANCE SOCIALE (MAI 2009) ²																				
Taux d'assistance sociale (18-64 ans)	8,0	7,6	5,6	10,5	8,4	10,2	6,5	7,2	Côte-Nord		NQc & ARK	5,6	4,4	10,8	4,8	4,6	5,8	5,6	7,9	7,4
Rang *	13	11	5	16	14	15	9	10	5		17	3	2	8	3	5	4	12		
Taux d'assistance sociale (0-17 ans)	5,5	5,6	4,3	9,7	7,8	14,7	6,6	5,3	4,3		4,1	9,4	3,1	4,9	5,3	4,5	5,1	6,8	7,3	
Rang *	10	11	3	16	14	17	12	8	3		2	13	1	4	8	3	7	13		
Taux d'assistance sociale (0-64 ans)	7,5	7,1	5,3	10,4	8,2	11,2	6,5	6,8	5,3		4,3	10,3	4,4	4,7	3,7	3,3	3,4	7,0	7,4	
Rang *	12	11	4	13	14	17	9	10	4		1	18	2	3	8	4	7	13		
INDICATEURS RELATIFS À LA PAUVRETÉ																				
Rapport de dépendance économique (2006) ³	33,22 \$	25,83 \$	19,32 \$	29,85 \$	25,61 \$	20,70 \$	16,93 \$	25,97 \$	22,10 \$	23,41 \$	52,79 \$	21,91 \$	17,83 \$	20,37 \$	18,94 \$	17,35 \$	27,29 \$	20,88 \$		
Rang *	16	12	5	15	11	7	1	13	9	10	17	8	3	6	4	2	14			
Proportion de la population de 25 à 64 ans avec diplôme d'études	41,5	36,1	32,3	40,1	40,4	32,8	40,0	46,4	46,7	52,8	49,0	40,3	36,6	44,5	40,7	39,5	43,8	38,0		
Rang *	11	9	1	7	9	2	6	14	15	17	16	8	4	13	10	5	12			
Proportion de la population de 25 à 64 ans sans aucun grade, certificat	21,8	17,3	11,4	18,4	19,6	13,7	18,4	26,8	25,8	18,0	29,5	19,4	14,0	20,2	18,1	17,0	22,4	17,0		
Rang *	12	5	1	7	10	2	8	15	14	17	16	9	3	11	6	4	13			
Locataires qui consacrent 30 % ou plus de leur revenu pour le	30,5	33,3	33,5	35,8	35,3	38,5	35,7	31,1	26,2	8,9	28,3	26,5	36,5	34,5	34,6	32,6	30,6	35,2		
Rang *	5	9	10	15	13	17	14	7	2	1	4	3	16	11	12	8	6			
Espérance de vie à la naissance (2005) ¹³	79,9	78,7	80,2	79,3	80,0	80,1	78,7	78,1	78,7	78,6	79,4	80,4	81,0	78,9	79,0	79,8	79,3	79,7		
Rang *	6	13	3	9	5	4	13	17	13	16	8	2	1	12	11	7	8			
Mortalité globale, taux annuel moyen ajusté pour 5 ans pour 100 000	697,1	737,6	687,6	731,2	696,2	703,0	750,8	786,9	736,5	678,7	735,6	669,9	635,8	747,5	758,6	716,1	731,2	710,7		
Rang *	6	13	4	9	5	7	15	17	12	3	11	2	1	14	16	8	9			
INDICE DE DÉFAVORISATION ⁴ , DIMENSIONS MATÉRIELLE ET SOCIALE (2006)																				
Dimension matérielle ⁵																				
1 ^{er} quintile (supérieur)	5,1	6,0	32,6	10,4	13,2	25,9	27,2	3,2	7,2	5,4	0,0	13,3	23,4	11,2	18,2	23,8	4,9	20,9		
2 ^e quintile	10,2	16,8	24,8	14,4	19,1	17,9	18,7	10,3	17,9	5,7	2,7	19,3	32,8	21,9	22,0	31,4	13,3	20,0		
3 ^e quintile	17,9	20,6	18,5	20,6	23,2	17,4	18,5	20,2	17,2	8,6	4,9	21,5	23,0	20,8	24,5	22,0	22,7	20,6		
4 ^e quintile	24,4	26,9	15,4	23,0	23,6	18,3	15,3	26,7	21,2	19,5	18,6	22,0	13,9	21,6	20,8	19,7	32,6	20,0		
5 ^e quintile (inférieur)	42,4	29,7	8,7	29,6	21,9	20,6	20,4	39,6	36,4	60,8	73,8	21,9	7,9	24,5	14,5	11,0	26,6	20,0		
Dimension sociale ⁶																				
1 ^{er} quintile (supérieur)	28,6	24,6	17,4	15,2	15,9	12,1	16,9	25,7	34,5	38,1	31,1	30,5	28,1	30,1	19,2	23,1	34,5	20,0		
2 ^e quintile	20,4	24,9	20,9	19,3	23,5	10,5	23,0	25,2	22,4	24,9	30,4	26,8	19,1	29,8	21,5	21,6	24,2	20,0		
3 ^e quintile	21,9	21,7	17,7	24,5	20,4	15,3	22,5	20,8	22,1	5,7	29,5	20,8	16,9	24,6	25,1	21,7	22,1	20,0		
4 ^e quintile	13,8	17,7	19,0	18,1	18,2	28,6	17,1	14,5	14,8	7,2	8,1	13,8	20,3	15,3	21,5	17,1	14,5	20,0		
5 ^e quintile (inférieur)	8,4	11,1	26,0	22,9	22,0	33,5	20,5	13,8	6,1	4,1	0,9	8,1	15,5	10,2	13,6	16,4	14,8	20,0		

Notes du tableau précédent

1. Le taux de chômage correspond à la moyenne des estimations non désaisonnalisées des mois d'avril, mai et juin 2009. Source : Emploi-Québec, *L'emploi au Québec*, volume 25, numéro 6, juin 2009.
2. MESS, Fichiers administratifs.
3. Rapport de dépendance économique (RDE) : montant des transferts gouvernementaux pour 100 \$ de revenu d'emploi dans une région. Source : Statistique Canada, *Profils de dépendance économique* (13C0017); compilations de l'ISQ.
4. Source : Statistique Canada, *Recensement 2006*.
5. Cette mesure permet de simuler ce qu'il en serait dans la région si les seuils de référence de la population de l'ensemble du Québec répartie en quintiles (20 %) s'appliquaient dans la région. Le taux indique le pourcentage de la population vivant dans des aires de diffusion (unités de 400 à 700 personnes) où la moyenne des indicateurs la situe sous le seuil correspondant au quintile pour l'ensemble du Québec. Sources : Pampalon, R., et G. Raymond, *Indice de défavorisation matérielle et sociale : son application au secteur de la santé et du bien-être, Santé, société et solidarité*, Les Publications du Québec, 2003; Statistique Canada, *Recensement 2006*.
6. Il s'agit d'un indicateur économique fondé sur la scolarité, le rapport emploi/population et le revenu moyen.
7. Il s'agit d'un indicateur social fondé sur l'éloignement par rapport à un réseau social en vertu des taux observables de personnes séparées, veuves ou divorcées, de familles monoparentales ou de personnes seules.
8. 1^{er} rang : montant ou taux le moins élevé; 16^e rang (ou 17^e) : montant ou taux le plus élevé.
9. 1^{er} rang : nombre le plus élevé; 16^e rang (ou 17^e) : nombre le moins élevé.
10. Le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James sont exclus de la région du Nord-du-Québec.